



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemerrier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 27 novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALTERNAE
49 route de Rouen
27140 Gisors

Références : UD95 – 2024 – 921
Code AIOT : 0006505700

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2024 dans l'établissement ALTERNAE implanté à Génicourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à un signalement d'un incendie par la préfecture du Val d'Oise, l'inspection des installations classées s'est rendue sur l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALTERNAE
- Lieu-dit Saint Mellon – RD.n°22 - 95650 Génicourt
- Code AIOT : 0006505700
- Régime : Autorisation

La société Alternae exploite sur la commune de Génicourt un silo à grains destiné au stockage et au séchage du grain. Des opérations de lavages du grain (retrait des impuretés) sont aussi réalisées.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection des installations a constaté un incendie sur un séchoir à maïs exploité par la société ALTERNAE. Suite à cet accident, un arrêté préfectoral de mesure d'urgence a été signé par le préfet du Val d'Oise imposant l'arrêt du séchage sur les séchoirs impactés par l'incendie et la mise en sécurité des équipements pour assurer un démarrage en sécurité.

Enfin une révision de l'étude de dangers est imposée par l'arrêté préfectoral de mesure d'urgence.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Rapport d'accident Départ de feu du 23/11/24	Code de l'environnement article R. 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	06/12/2024

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'accident – départ de feu du 13 novembre 2024	Code de l'environnement article R. 512-69	Sans objet
2	Mise en sécurité des séchoirs en cas de départ de feu	AP Complémentaire du 21/04/2009, articles 28 et 29	Sans objet
3	Intervention en cas d'incendie sur séchoir	AP Complémentaire du 21/04/2009, article 31	Sans objet

2-3) Contexte

Déroulé de l'accident

Par courriel du 13 novembre 2024 à 13h58, le service interministériel de défense et de protection civile (SIDPC) a informé l'inspection d'un départ de feu sur l'établissement exploité par la société ALTERNAE sur la commune de Génicourt.

~ 12h10 : Une montée en température anormale en haut du séchoir Law n°1 conduit à l'arrêt automatique du séchoir. Considérant ces niveaux de températures, le directeur de silo appelle les secours.

~ 12h20 : Les premiers intervenants des pompiers sont sur site et prennent les informations concernant l'incendie en cours.

14h32 : L'inspection des installations classées est arrivée sur l'établissement.

14h36 : L'inspection a rejoint le commandant des opérations de secours (COS) qui réalisé un point de situation avec l'exploitant. L'installation impactée par l'incendie est un des deux séchoirs LAW de l'établissement. Un départ de feu s'est produit dans le séchoir, sans qu'il soit identifié si la matière en feu est le maïs dans la trémie de séchage ou de la matière dans la double peau de circulation de l'air de séchage (photos 1 en annexe). Des pompiers ont essayé d'éteindre l'incendie en arrosant par les trappes en haut du silo mais ces opérations n'ont pas permis d'éteindre le feu (photo 2). L'eau est montée par une colonne sèche du séchoir (photo 3). Afin de sécuriser l'installation, le COS et l'exploitant ont décidé de vider le maïs dans le séchoir. Cela représente environ 110 tonnes de maïs à évacuer.

15h20 : La vidange du silo a commencé. Le maïs est vidangé par le convoyeur de sortie du silo alors décapoté. Les pompiers assurent un contrôle de température de la matière sortante afin de s'assurer de l'absence de point chaud et disposent de lance à incendie permettant d'arroser le maïs en cas de maïs en feu. Le maïs est dirigé vers une benne puis déposé sur une plateforme pour stockage (photo 4).

17h00 : La 4^e rotation de vidange du silo est lancée. Les fumées en sortie de silo se réduisent. Le maïs alors sorti ne présentait par d'indice d'incendie. L'inspection des installations a clos son inspection sur l'établissement.

18h00 : Le silo est vidé du maïs. Plusieurs points chauds sont toujours constatés en haut du silo avec des relevés de CO à 60 ppm.

Les pompiers sont alors restés sur site jusqu'à 00h20 jusqu'au constat de la disparition des points chauds sur le silo.

Mise en sécurité de l'établissement par l'exploitant

Lors de l'inspection réactive, l'inspection des installations classées a échangé avec l'exploitant sur les enjeux relatifs à la mise en sécurité de l'installation. Les deux séchoirs Law se sont mis en sécurité automatiquement sur détection de température haute. L'arrivée de gaz naturel a également été coupée. L'exploitant a indiqué qu'il fera intervenir une société de nettoyage du séchoir impacté avant son redémarrage.

Lors de l'accident, l'exploitant a indiqué que le bâtiment ROULIN était plein à environ 80 – 90 % de ses capacités avec environ 3000 tonnes de blé et 3000 tonnes de maïs sec. Les 3 silos Law contenaient environ 12 500 tonnes de maïs sec. Parmi, les éléments de contexte, l'exploitant a indiqué qu la saison de séchage du maïs a débuté autour du 10 octobre et qu'elle se prolongerait jusqu'à la période de Noël.

Concernant la mise en sécurité du site, l'inspection des installations classées a rappelé la nécessité de s'assurer de l'exploitation normale des autres installations du site (séchoir roulin et l'ensemble silos de stockage), et notamment des silos voisins du séchoir incendié. Lors de l'inspection, l'exploitant a vérifié les niveaux de température dans les silos qui étaient normaux selon lui¹.

L'inspection a échangé avec l'exploitant sur la gestion du grain arrivé récemment et non séché représentant environ 2000 tonnes. L'exploitant a indiqué le faire gérer soit dans le séchoir roulin toujours en fonctionnement, soit sur d'autres séchoirs de la société ALTERNAE.

L'inspection a rappelé aussi la nécessité de prendre en charge le maïs qui était en cours de séchage sur le second séchoir « Law ».

Enfin, concernant le maïs présent dans le silo impacté, l'exploitant a indiqué à l'inspection que ce maïs pourra soit être remis dans le circuit normal de traitement, soit pris en charge en tant que déchet en méthanisation.

Suite à ces constats, un arrêté préfectoral de mesure d'urgence a été pris le jour-même (Arrêté n°IC-24-149) imposant :

- la suspension des deux séchoirs law (article 2) ;
- la vidange du séchoir incendié et la vidange du second séchoir law (article 3) ;
- le stockage du maïs impacté et l'information concernant le devenir de ce maïs (article 4) ;
- la remise d'un rapport d'accident dans un délai de 15 jours (article 5) ;
- l'exploitation en sécurité de l'établissement suite au sinistre (article 7)
- la mise à jour de l'étude de dangers dans un délai de 3 mois (article 7)
- la mise à jour du POI dans un délai de 3 mois (article 8)
- les conditions de remise en service de l'installation, avec notamment l'application de toute mesure de renforcement qui décidé dans le cadre du rapport d'accident (article 9).

1 L'inspection rappelle la remarque formulée lors de l'inspection du 8 novembre 2023. Les niveaux de température dans les silos montaient jusqu'à 48°C. Ce niveau était supérieur au second seuil d'alerte alors renseigné dans l'outil d'exploitation à 35 °C. Toutefois, l'exploitant a indiqué que ce niveau de température était normal considérant que le grain venait de sortir d'une opération de séchage. L'exploitant a indiqué rester vigilant mais sans fixer d'action précise. L'inspection s'interroge donc sur la pertinence des deux niveaux de seuils fixés à 30°C et 35°C si le dépassement de 35 °C n'engendre pas d'actions rapides. La définition des consignes de sécurité et des niveaux d'alerte reste de la responsabilité de l'exploitant.

Remise en service des séchoirs LAW

Par courrier du 19 novembre 2024, l'exploitant a transmis des éléments visant à procéder au redémarrage des séchoirs. Ces éléments sont détaillés dans le rapport du 20 novembre 2024. Le redémarrage des séchoirs law a été autorisé par courrier du 20 novembre 2024.

Dans ce courrier, il a notamment été rappelé l'importance de la mise à jour de l'étude de dangers, qui devra déterminer les mesures de prévention nécessaire pour éviter que ce type d'événement ne se reproduise et les mesures de protection adaptées.

Nouveau départ de feu

Par courriel du 23 novembre 2024, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées d'un nouveau départ de feu sur le séchoir law n°2 précédemment impacté par l'incendie du 13 novembre 2024. Selon les informations transmises par les services de secours, le feu s'est produit dans la nuit vers 3h du matin pour une fin d'intervention vers 7h.

Par appel téléphonique du 25 novembre 2024, l'exploitant a indiqué qu'il va investiguer sur les causes de ce départ de feu en pied de séchoir. Le feu serait lié à des poussières en pied de séchoir.

L'exploitant a indiqué que les isolants en pied de séchoir sont détruits suite au feu. Ce sinistre conduit à une mise à l'arrêt assez longue du séchoir law n°2.

Fausse alerte du 21 novembre 2024 sur le séchoir Roulin

L'inspection note également que le 21 novembre 2024, l'exploitant a alerté les services de secours. L'exploitant a identifié un panache de fumées sur le séchoir Roulin et a alerté les pompiers. Après réalisation de relevés de température, l'exploitant et les services de secours n'ont finalement pas détecté de départ de feu.

L'exploitant a précisé que le panache constaté pourrait être lié aux problèmes électriques survenus le 21 novembre 2024, à la neige qui se serait accumulé dans l'installation et au redémarrage qui aurait sublimé la neige et causé un dégagement de vapeur comparable à de la fumée.

Cet événement doit être utilisé dans le cadre de la révision de l'étude de dangers et du POI/Plan d'intervention pour identifier les moyens de détection d'un départ de feu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'accident – départ de feu du 13 novembre 2024

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Par courriel du 26 novembre 2024, l'exploitant a transmis le rapport d'accident concernant le départ de feu du 13 novembre 2024. Ce rapport d'accident décrit les causes présumées de l'accident, la détection du départ de feu, les modalités d'intervention et les actions correctives prises. Comme indiqué dans le rapport de l'inspection du 20 novembre 2024, les actions curatives prises sont : <ul style="list-style-type: none">• le nettoyage des deux séchoirs law par deux entreprises extérieures (vu devis et attestation de nettoyage de la société VERTICAL-R) ;• la réparation du SILO selon les recommandations du constructeur CFCAI (vu devis validé de la société CFCAI et fiche d'intervention du 21 novembre). Les actions correctives prises par l'exploitant sont : <ul style="list-style-type: none">• une communication auprès des agriculteurs pour les informer de l'accident et leur demander d'être attentif à la propreté des apports de maïs ;• la rédaction d'une procédure d'arrivée de produit pour s'assurer de la conformité du chargement avant séchage. Enfin, conformément aux articles 7 et 8 de l'arrêté préfectoral de mesure d'urgence, l'exploitant prévoit la mise à jour de son étude de dangers et de son plan d'intervention pour le 1^{er} trimestre 2025. L'inspection sera attentive aux conclusions de l'étude de dangers et aux mesures de prévention nécessaires pour éviter que ce type d'événement ne se reproduise.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise en sécurité des séchoirs en cas de départ de feu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2009, articles 28 et 29
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Prescription contrôlée : <i>Toute anomalie de fonctionnement est signalée au poste de commande et provoque automatiquement l'arrêt du brûleur en cas de dépassement des températures de séchage.</i> ----- <i>Les séchoirs sont équipés d'une installation de détection incendie, commandant le déclenchement d'une alarme sonore, l'arrêt des brûleurs ou des générateurs de chaleur, l'arrêt des ventilateurs et la fermeture des volets d'air.</i>
Constats : Les propos de l'exploitant lors de l'inspection et le rapport d'accident indiquent que la détection de température haute en haut du séchoir a permis d'arrêter les brûleurs du séchoir et a permis d'éviter une aggravation de l'incendie. Dans le cadre de la révision de l'étude de dangers, l'inspection demande à l'exploitant d'apporter des précisions sur les dispositifs de mise en sécurité du séchoir. L'exploitant devra notamment indiquer si la détection de départ de feu entraîne l'arrêt des ventilateurs et la fermeture des volets d'air. L'exploitant indiquera si cette barrière est conservée et déterminera son efficacité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Intervention en cas d'incendie sur séchoir

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2009, article 31
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Prescription contrôlée : [...] Des robinets d'incendie armés sont implantés de façon à ce que toutes les parties des séchoirs puissent être efficacement atteintes. À défaut d'un dispositif d'extinction automatique, une colonne sèche doit amener l'eau sous pression jusqu'en partie haute des séchoirs. Le grain présent dans la colonne de séchage peut être évacué rapidement en cas d'incendie ou d'échauffement anormal par un dispositif adapté vers une aire ou un stockage permettant l'extinction.
Constats : L'exploitant a indiqué que les séchoirs ne disposent pas d'extinction automatique. Il dispose en revanche de colonnes sèches qui ont été utilisées lors des opérations des services de secours en haut de l'installation de séchage. Concernant l'évacuation rapide du grain, l'inspection constate que l'opération de vidange du séchoir a pu être réalisée en environ 4 h en utilisant le convoyeur de vidange du séchoir.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rapport d'accident - départ de feu du 23 novembre 2024

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Par courriel du 23 novembre 2024, l'exploitant a informé l'inspection d'un nouveau départ de feu sur le séchoir Law n°2. Cet accident est décrit dans le présent rapport. Demande de l'inspection : L'inspection demande à l'exploitant de produire un rapport d'accident dans un délai de 15 jours suivant l'accident.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 décembre 2024

Annexe : Photos

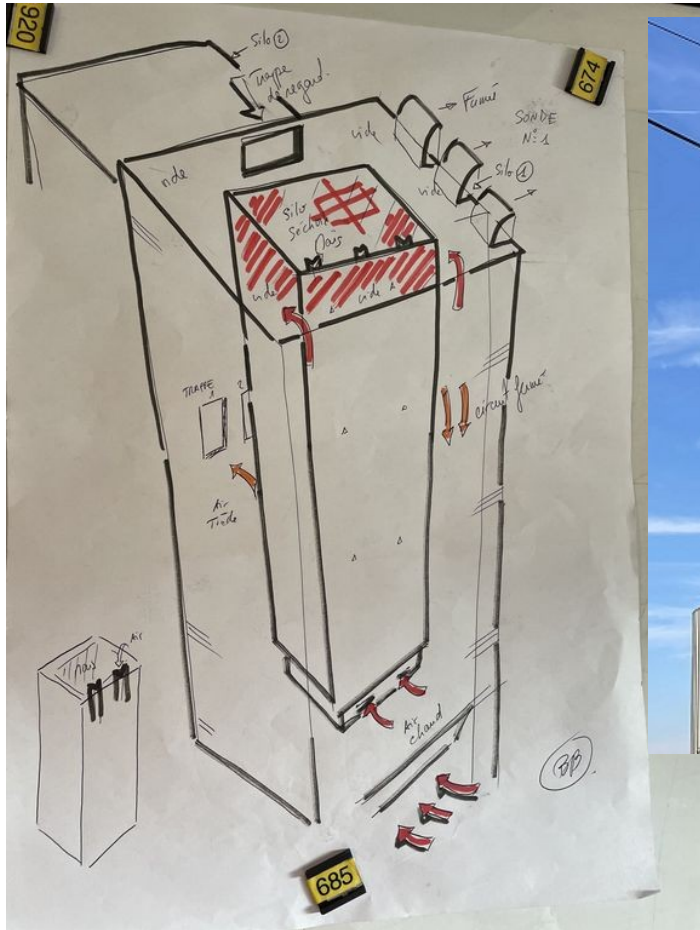


Photo n°1 : Représentation schématique du séchoir

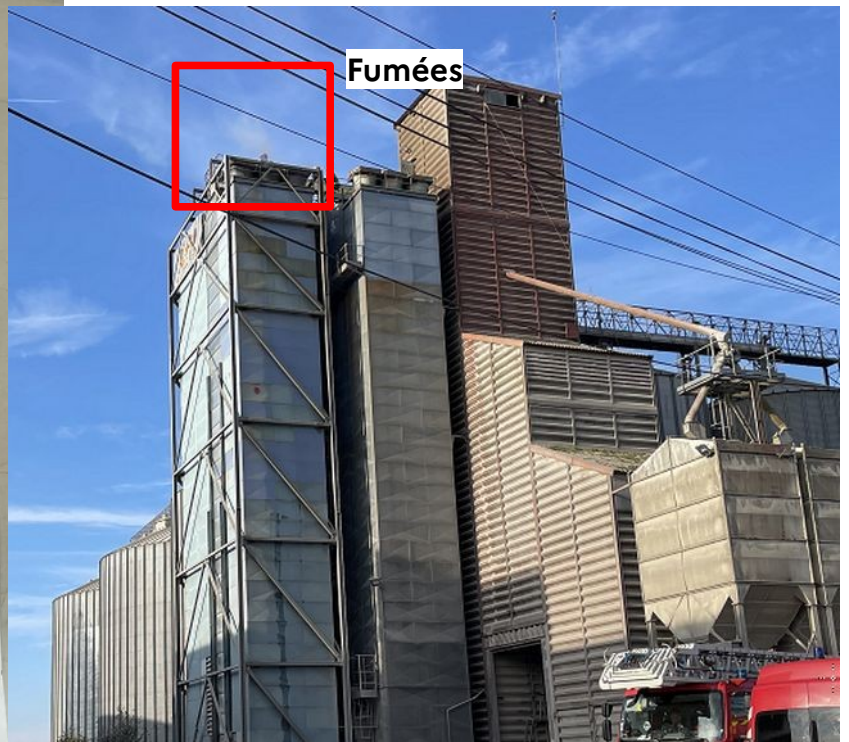


Photo n°2 : Vue extérieure du séchoir



Photo n°3 : Colonne sèche en pied de séchoir



Photo n°4 : Stockage du maïs après vidange